C’est notre monnaie et votre problème

David Bensoussan

L’auteur est professeur de sciences à l’université du Québec

Les déclarations souvent contradictoires de Donald Trump donnent l'impression d'une politique erratique. Pourtant, une lecture géostratégique fait apparaître une certaine cohérence fondée sur la compétition avec la Chine, la préservation de la primauté américaine et le contrôle des ressources stratégiques.

Remises en question

Sur le plan intérieur, certaines mesures destinées à freiner l'immigration clandestine ont résisté à l'examen de la Cour suprême. Selon plusieurs économistes, les hausses et baisses successives des tarifs douaniers ont pénalisé l’économie américaine. Elles ont provoqué des tensions avec plusieurs partenaires, notamment le Canada, qui s'efforce désormais de diversifier ses marchés d'exportation. Ces mesures brusques et insensibles ont également affecté l’économie mondiale. Elles rappellent la formule attribuée à l'administration Nixon lors de la fin de la convertibilité du dollar américain en or : « C'est notre monnaie, et c'est votre problème. »

En politique de défense, Trump a sèchement remis en question les fondements de l'ordre international établi après 1945. Selon lui, les alliés traditionnels des États-Unis, notamment en Europe, au Japon et en Corée du Sud, doivent assumer une part beaucoup plus importante des coûts de leur propre sécurité.

La compétition avec la Chine

Parallèlement, la rivalité stratégique avec la Chine constitue un fil conducteur de sa politique étrangère. Pékin cherche, notamment par l'entremise des BRICS, à réduire la domination du dollar au profit du yuan. Son influence s'est également accrue en Amérique latine et dans des infrastructures stratégiques, comme les accès au canal de Panama. Face à cette expansion, l'administration Trump a multiplié les initiatives pour limiter la présence chinoise dans ces secteurs jugés sensibles, tout en portant une attention particulière aux importantes réserves pétrolières du Venezuela. Trump a également assuré une forte présence militaire au détroit de Malacca par lequel transitent près de 80% des exportations chinoises en signant un accord de défense majeur avec l’Indonésie.

L'Arctique représente un autre théâtre de cette compétition. Alors que la Chine manifeste un intérêt croissant pour de nouvelles routes maritimes ouvertes, Trump a ravivé son projet controversé d'acquérir le Groenland, une initiative interprétée comme une volonté de renforcer la présence militaire américaine dans cette région stratégique.

À la recherche des terres rares

La compétition porte également sur les ressources critiques. Devant la volonté chinoise de dominer le marché mondial des terres rares, Trump a évoqué, sur un ton qui a suscité de vives réactions, l'idée de faire du Canada le « 51e État », soulignant ainsi l'importance stratégique des ressources naturelles

canadiennes. Dans le même esprit, il a cherché à mettre fin à la guerre en Ukraine en associant un règlement du conflit à l'exploitation des importantes réserves ukrainiennes de terres rares, une proposition qui s'est toutefois heurtée au refus de Moscou.

Au Moyen-Orient

Au Moyen-Orient, l'administration Trump poursuit un objectif prioritaire : consolider les liens économiques avec les monarchies du Golfe afin que les revenus pétroliers alimentent davantage les investissements aux États-Unis. Malgré les importants contrats d'armement conclus avec ces États, les coalitions sunnites ne sont pas parvenues à neutraliser les Houthis au Yémen. La Turquie demeure une puissance militaire majeure, mais les relations avec Ankara se sont compliquées après l'acquisition par le président Erdogan du système russe S-400, décision qui a entraîné l'exclusion du pays du programme des avions furtifs F-35.

Dans ce contexte, Israël apparaît comme le principal allié militaire régional de Washington en raison de ses capacités technologiques et de l'efficacité reconnue de ses forces armées.

La guerre des Douze Jours en juin 2025 a, selon plusieurs observateurs, mis en évidence la supériorité militaire israélienne face à l'Iran. Les autorités iraniennes ont poursuivi leur programme nucléaire tout en maintenant une rhétorique hostile envers les États-Unis et Israël, marquée par les slogans « Mort à l'Amérique » et « Mort à Israël. » Toutefois, l'opération israélo-américaine « Epic Fury » a détruit une part importante des infrastructures militaires iraniennes.

Or, le véritable pouvoir demeure entre les mains du Corps des Gardiens de la révolution islamique, qui contrôle une large partie de l'appareil militaire et économique du pays. Cette organisation exerce une influence qui dépasse largement celle des institutions civiles et joue un rôle déterminant dans les grandes orientations stratégiques de la République islamique. Elle est souvent accusée par les organisations de défense des droits humains de réprimer durement la population

Dans cette perspective, certains analystes estiment que Téhéran a utilisé la période de négociations du protocole d'entente entre Washington et Téhéran pour gagner du temps, préserver ses capacités et obtenir le maximum de concessions de Washington. En effet, pour des raisons électorales, l'administration américaine a souhaité parvenir rapidement à un accord avant les prochaines échéances électorales de mi-mandat au Congrès et Sénat américains. Selon cette interprétation, les dirigeants iraniens semblent avoir obtenu plusieurs concessions importantes allant même jusqu'à ajouter des demandes qui maintiendrait en place le Hezbollah au Liban.

Le protocole d'accord du 17 juin : un cessez-le-feu aux nombreuses zones d'ombre

Le protocole d'accord (*Memorandum of Understanding*, MOU) conclu le 17 juin signé à Versailles et à Téhéran marque une étape importante dans la crise régionale, mais il soulève également de nombreuses interrogations. Pour ses détracteurs, il a pour principal effet de renforcer la légitimité du régime iranien et de repousser toute perspective de changement politique alors qu'une partie importante de l'opposition iranienne considère qu'il retarde toute perspective de changement politique.

Les objectifs premiers de l'opération Epic Fury visaient l'arrêt du programme nucléaire iranien, l'élimination du danger posé par les missiles balistiques et faisaient espérer un changement de

régime. Or, le libre passage dans le détroit d'Ormuz dont dépend la sécurité énergétique de la planète semble être devenu la préoccupation majeure car autrement, il y aurait un risque de catastrophe économique mondiale.

Le document de quatorze points reporte à 120 jours toute décision substantielle sur le programme nucléaire iranien. Il ne promet que la réduction du pourcentage d'uranium enrichi selon des modalités non encore définies. L'accord entérine le cessez-le-feu, le libre passage des navires dans le détroit d'Ormuz, mais demeure silencieux sur plusieurs enjeux majeurs, notamment les missiles balistiques, les drones, le soutien de Téhéran à ses proxies dans la région ainsi que la nécessité de respect de la souveraineté des États voisins.

Le MOU prévoit également la levée des sanctions contre l'Iran, y compris celles qui ont été imposées à la suite des violations des droits de la personne. La création d'un fonds de reconstruction de 300 milliards de dollars a été évoquée, sans toutefois préciser ni les conditions de son financement ni l'origine des fonds.

En outre, la stratégie visant à constituer un bloc géopolitique capable de contrebalancer l'influence américaine, fondé sur le rapprochement entre la Chine, la Russie et l'Iran, semble avoir subi un revers. La Russie demeure absorbée par la guerre en Ukraine, qui mobilise une part importante de ses ressources militaires et économiques. La Chine, dont la priorité est de sécuriser ses approvisionnements énergétiques et ses routes commerciales, se trouve confrontée à une pression croissante des États-Unis sur plusieurs axes stratégiques.

Aux yeux des autorités iraniennes, le simple fait d'avoir évité une capitulation constitue déjà une victoire politique. Le régime iranien justifie le développement de ses capacités militaires par la nécessité de dissuader toute intervention étrangère et de résister aux sanctions occidentales. Il n'en demeure pas moins que le désistement des États-Unis de l'accord des 5+1 sur le nucléaire iranien a réduit la confiance du régime iranien dans le respect d'un protocole d'entente. Ces évolutions compliquent la consolidation d'un véritable pôle stratégique sino-russo-iranien.

Un autre son de cloche

Le communiqué conjoint publié le 25 juin à l'issue de la rencontre entre le secrétaire d'État américain Marco Rubio et le Conseil de coopération du Golfe (GCC) apporte toutefois plusieurs précisions importantes. Il insiste sur la nécessité de prendre en compte l'ensemble des menaces iraniennes, y compris les missiles balistiques. Il réclame également la garantie de la libre circulation maritime dans le détroit d'Ormuz, sans frais de passage, alors que le MOU prévoit plutôt que l'Iran et Oman négocieront les modalités d'accès à ce corridor stratégique.

Le communiqué précise en outre que toute aide économique promise à l'Iran sera conditionnelle au respect intégral du protocole d'accord et à la cessation des activités de déstabilisation iraniennes dans la région.

Concernant le Liban, le texte réaffirme son intégrité territoriale tout en soulignant que celle-ci ne pourra être pleinement assurée qu'après le désarmement des acteurs non étatiques, en particulier le Hezbollah. Les négociations actuelles entre le Liban et Israël sont, par ailleurs, saluées comme une évolution positive.

Enfin, s'agissant des dommages subis par les États du Golfe, Marco Rubio a précisé que le MOU ne traite pas, à ce stade, de la question des compensations que l'Iran pourrait être appelé à verser aux pays affectés.

En modulant la teneur du MOU, le secrétaire d'État Marco Rubio se démarque du vice-président Vance qui s'en est tenu stricto sensu à cet accord. Il est possible que le premier joue le rôle de *good cop* alors que le second joue celui du *bad cop* ou encore, que nous assistons peut-être au début de la prochaine campagne électorale américaine à la présidence.

Les récents tirs de missiles iraniens contre des navires transitant par le détroit d'Ormuz, suivis de frappes de représailles américaines, jettent toutefois un doute sur la volonté du Corps des gardiens de la révolution islamique de respecter les engagements du protocole. Ces développements alimentent les inquiétudes quant à la solidité du cessez-le-feu et aux perspectives d'une stabilisation durable de la région.